



Journée rencontre pro artistes-auteurs : droits sociaux, on fait le point!

📅 Le 2 avril 2026 (9h - 17h), [Frac Franche-Comté](#)

👤 IRCEC, SASTI, Département du Doubs, AFDAS, Culture
Action

🏷️ Arts visuels, Réseau professionnel

[S'inscrire](#)



Service
d'Accompagnement
Socio-professionnel des
Travailleurs
Indépendants

prestations sociales et autres droits des travailleurs non-salariés

2 AVRIL 2026



Service
d'Accompagnement
Socio-professionnel des
Travailleurs
Indépendants

Programme

- Qui est le SASTI?
- Prestations sociales : de quoi parle-t-on ?
- Autres droits des travailleurs non-salariés

LE SASTI



Association Loi 1901, créée en 1976

Reconnue d'intérêt Général et Labellisée Entreprise Solidaire et d'Utilité Sociale

L'équipe est composée de 12 salariés, un conseil d'administration et des bénévoles

Mission principale: proposer un accompagnement global, gratuit et personnalisé, adapté aux besoins de chaque entrepreneur :

- **Accompagnement « socio-professionnel »** des travailleurs indépendants
- **Accompagnement au développement économique** avec des outils simples adaptés
- **Accompagnement au renoncement** à l'activité indépendante

Les prestations sociales

Dans le cas où vous auriez des revenus d'activité modestes, vous pouvez bénéficier de dispositifs de protection sociale adaptés à votre situation.

Quelles aides pour compléter vos revenus?

- **La Prime d'activité** : est une aide qui vient compléter vos revenus d'activité professionnelle si vos ressources ne dépassent pas un certain plafond; la CAF peut vous verser chaque mois ce complément.
- **Le Revenu de solidarité active** (RSA) : peut compléter vos faibles ressources afin de vous garantir un revenu minimal. Le montant du RSA est déterminé en fonction de l'âge, de la composition de votre foyer et de vos ressources. Le RSA diminue progressivement quand les revenus augmentent.
- **Les aides au logement**

Prime d'activité

Conditions pour en bénéficier:

- avoir plus de 18 ans,
- Résider en France de façon stable et effective (au moins 9 mois dans l'année),
- Avoir une activité professionnelle ou être indemnisé au titre du chômage partiel/technique
- Être français OU citoyen de l'Espace économique européen OU Suisse OU avoir un titre de séjour en cours de validité depuis 5 ans minimum
- Si vous êtes étudiant ou apprenti, le montant net social mensuel de votre revenu d'activité doit être supérieur à 1117,26 €

Prime d'activité

Accessible aux travailleurs indépendants
Complète des revenus modestes

Dépend :

Des revenus professionnels déclarés
Des autres ressources
De la situation personnelle

Quel montant pouvez-vous percevoir ?

Le montant est calculé automatiquement et est personnalisé selon les critères suivants :

- Le montant de vos ressources et de l'ensemble des ressources des membres de votre foyer à votre charge (y compris les prestations versées par la Caf)
- La composition de votre foyer.
- La Prime d'activité n'est pas versée si son montant est inférieur à 15 €.

<https://www.caf.fr/allocataires/aides-et-demarches/droits-et-prestations/vie-professionnelle/la-prime-d-activite>

RSA

Conditions pour en bénéficier:

- Avoir + de 25 ans,
- Si vous enceinte ou si vous avez au moins un enfant, vous pouvez bénéficier du RSA sans condition d'âge,
- Si vous avez entre 18 et 25, sans enfant, vous pouvez bénéficier du RSA jeune à condition d'avoir exercé une activité à temps plein(3214H) pendant au moins 2 ans sur les 3 dernières années précédant la date de la demande
- Habiter en France de façon stable (au – 9 mois dans l'année)
- Être français ou citoyen de l'EEE ou Suisse ou avoir un titre de séjour en cours de validité depuis 5 ans minimum
- Avoir des ressources mensuelles qui ne dépassent pas les plafonds en vigueur
- Faire d'abord valoir vos droits à l'ensemble des autres prestations (chômage, retraite...) auxquelles vous pouvez prétendre

Bon à savoir :

Toute demande ou attribution du RSA entraine automatiquement votre inscription et celle de votre conjoint à France TRAVAIL. Vous bénéficiez d'un accompagnement personnalisé avec un référent pour vous aider. Vous décidez avec lui des démarches à réaliser pour rechercher un emploi, créer votre activité et/ou favoriser votre insertion sociale et professionnelle. Vous signez un contrat d'engagement que vous devez respecter.

<https://www.caf.fr/allocataires/aides-et-demarches/droits-et-prestations/vie-professionnelle/le-revenu-de-solidarite-active-rsa>

RSA

Le forfait logement :

Si vous recevez une aide au logement ou si vous n'avez pas de charge de logement, le montant du Rsa est réduit de :

77,58 € pour une personne seule
155,16 € pour 2 personnes
192,02 € pour 3 personnes ou plus

Quel montant pouvez-vous percevoir ?

Le montant du Rsa est calculé de cette façon :

$$\text{Rsa} = (\text{montant forfaitaire}) - (\text{autres ressources du foyer} + \text{forfait logement})$$

Le montant forfaitaire = montant max de RSA, il est déterminé selon la composition de votre foyer et votre logement

<i>Nb d'enfants / pers. à charge</i>	<i>Personne seule (sans déduction forfait logement)</i>	<i>En couple (sans déduction du forfait logement)</i>
0	652,34 € (nouveau montant 1 ^{er} avril 2026)	978,51 €
1	978,51 €	1 174,21 €
2	1 174,21 €	1 369,92 €

Aides au Logement

Accès à un logement social

<https://www.demande-logement-social.gouv.fr/demandeCreation>

3 aides financières au logement:

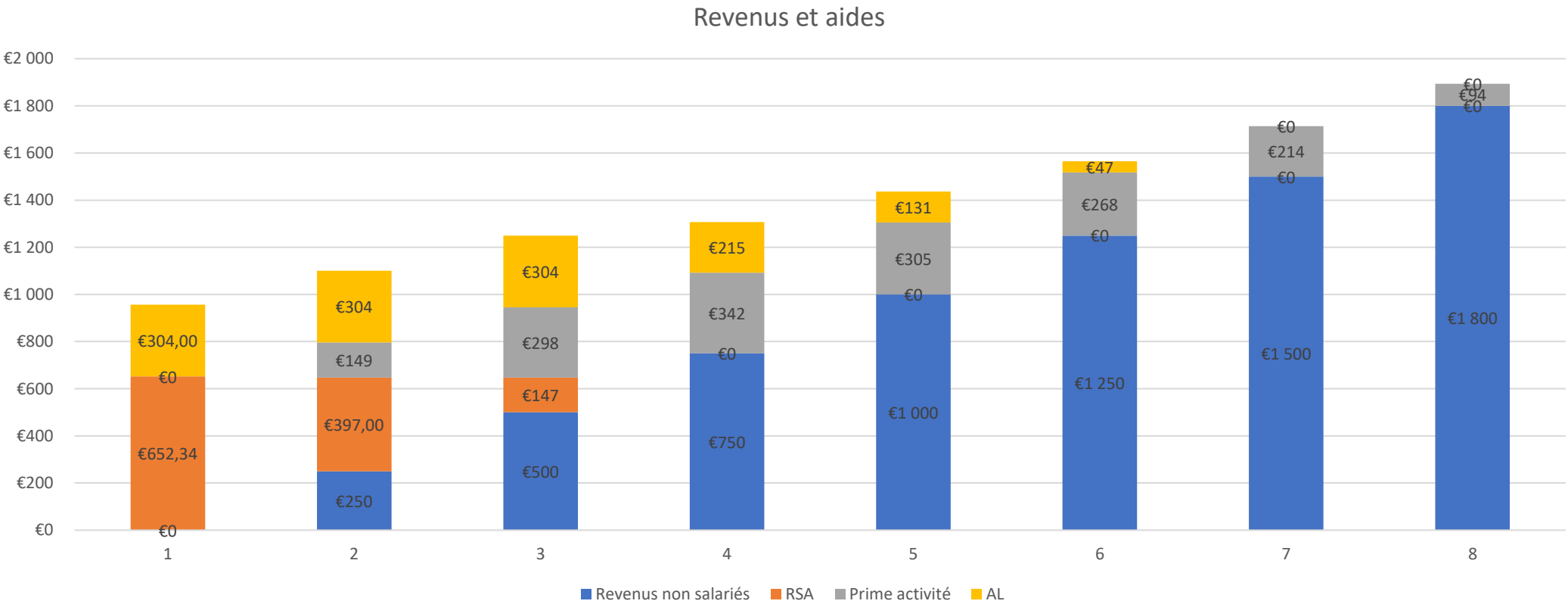
- **APL**: destinée aux locataires d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien, les normes de confort, ...
- **ALF**: destinée aux personnes qui ne peuvent pas bénéficier de l'APL et qui sont mariées depuis moins de 5 ans ou ont des enfants (nés ou à naître) ou une personne à charge.
- **ALS** : s'adresse aux locataires qui ne peuvent bénéficier ni de l'APL ni de l'ALF

<https://www.caf.fr/allocataires/aides-et-demarches/droits-et-prestations/logement/les-aides-personnelles-au-logement>

Simulations

critères: seul, sans enfant, sans déduction forfait logement
montants avant 1/04/2026 (sauf situation 1)

1041,73 € (brut mensuel SMIC à mi-temps)
1 823,03 € (brut mensuel sur la base de 35 heures de travail hebdomadaires)



Autres droits : complémentaire santé solidaire (CSS)

Dispositif de prise en charge de la part complémentaire des dépenses de santé, pour les foyers aux ressources modestes, financé par l'Etat

La CSS est attribuée soit gratuitement, soit en contrepartie d'une cotisation minimale (1€/jour maximum) qui dépend de l'âge de chaque personne couverte dans le foyer

Simulateur en ligne:

<https://www.mesdroitssociaux.gouv.fr/votre-simulateur/accueil>

Autres droits : complémentaire santé solidaire (CSS)

Tableau - Plafonds de ressources pour pouvoir bénéficier de la complémentaire santé solidaire en métropole (entre 01/04/25 et 31/03/26)

Nombre de personnes composant le foyer	Plafond annuel de ressources pour bénéficiaire de la C2S sans participation financière de votre part	Plafond annuel de ressources pour bénéficiaire de la C2S avec une participation financière de votre part
1 personne	10 339 €	entre 10 339 € et 13 957 €
2 personnes	15 508 €	entre 15 508 € et 20 936 €
3 personnes	18 609 €	entre 18 609 € et 25 123 €
4 personnes	21 711 €	entre 21 711 € et 29 311 €
Au-delà de 4 personnes	21 711 € + 4 135 € pour chaque membre supplémentaire du foyer	entre 4 135 € et 5 583 € pour chaque membre supplémentaire du foyer

Autres droits : complémentaire santé solidaire (CSS)

Montants de la C2S avec participation financière par assuré couvert :

Métropole et départements d'Outre-mer

Âge au 1er janvier de l'année d'attribution de la C2S	Montant mensuel	Montant annuel
29 ans et moins	8 €	96 €
30 à 49 ans	14 €	168 €
50 à 59 ans	21 €	252 €
60 à 69 ans	25 €	300 €
70 ans et plus	30 €	360 €

Aide en lien avec le handicap

La Maison Départementale des Personnes Handicapées (MDPH) accompagne les personnes en situation de handicap.

Parmi les droits dont il est possible de bénéficier, on retrouve :

- **L'AAH et son complément:**

Aide pour les personnes en situation de handicap.

- Garantit un revenu minimum
 - Attribuée selon le taux d'incapacité, les ressources et l'accessibilité à l'emploi
 - Versée par la CAF
-
- **RQTH** : Reconnaissance de la Qualité de Travailleur Handicapé
 - **Carte mobilité** inclusion – mention invalidité – priorité - stationnement
 - **Orientation professionnelle**

- La subvention AGEFIPH

Destinée ***aux entrepreneurs*** en situation de handicap

Subvention financière pour la création ou reprise d'entreprise

Montant indicatif : jusqu'à ~3 000 € (selon projet)

Accompagnement obligatoire (montage, suivi)

<https://mdphenligne.cnsa.fr/>

Droit à la santé mentale : Dispositifs de soutien

- ❑ APESA (association à l'écoute des chefs d'entreprises se trouvant dans une importante détresse psychologique et proposant un soutien psychologique gratuit)
- ❑ « Mon soutien psy » pour un accompagnement psychologique accessible à tous : 12 séances remboursées par année civile et par personne (séance facturée 50 € par les psychologues partenaires du dispositif)

<https://www.apesa-france.com/>

<https://www.ameli.fr/jura/assure/actualites/sante-mentale-mon-soutien-psy-pour-un-accompagnement-psychologique-accessible-tous>

- Reconnaissance du droit à la santé mentale pour tous
- Accompagnement professionnel : psychologue/psychiatre,
- Impact : amélioration du bien-être, gestion des émotions, renforcement de l'autonomie
- Message clé : demander de l'aide est un droit, et un pas vers le mieux-être

Droits maternité

Le principe :


Il n'y a **pas de "congé" automatique** comme pour une salariée.

Vous devez **cesser totalement votre activité** pour être indemnisée.

Durée de référence :

- **16 semaines** (1er ou 2e enfant)
- Plus long en cas de 3e enfant, naissance multiple ou situation médicale particulière.

- **Minimum obligatoire d'arrêt** pour toucher les droits : **8 semaines** dont **6 après l'accouchement**.

 Si l'activité continue (facturation, gestion, prestations...), les indemnités peuvent être **refusées ou réclamées**.

Droits aux prestations maternités pour une cheffe d'entreprise affiliée à la CPAM :

**** Allocation forfaitaire de repos maternel**

- Compense l'arrêt d'activité.
- Versée en **2 fois** : à la naissance et à 8 semaines.
- **Montant standard : 4 005 €** (au 1er janvier 2026).
- Si le revenu moyen < 4 582 € (10 % du PASS), allocation = **400,50 €**.

**** Indemnités journalières de maternité**

- Versées **par jour d'arrêt**.
- Condition : arrêt total de l'activité.
- Montant dépend :
 - du revenu moyen des dernières années,
 - du respect des durées minimales d'arrêt.

Droits paternité

En tant que travailleur indépendant, vous pouvez bénéficier de 25 jours consécutifs maximum pour la naissance ou l'adoption d'un enfant (ou 32 en cas de naissance multiple).

Ce congé paternité doit débuter le jour de la naissance de votre enfant, mais il peut être pris en plusieurs fois.

Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant est ouvert, dans les situations suivantes :

- si vous êtes le père de l'enfant, quelle que soit votre situation familiale : mariage, pacte civil de solidarité (Pacs), union libre, divorce ou séparation, même si vous ne vivez pas avec votre enfant ou avec sa mère ;
- si vous n'êtes pas le père mais que vous partagez la vie de la mère, dans le cadre du mariage, d'un pacte civil de solidarité ou d'un concubinage.

Pendant ce congé, vous pouvez sous certaines conditions percevoir des indemnités journalières.

Droits paternité

Si vous êtes artiste auteur, vous pouvez percevoir une indemnité journalière lors d'un congé de paternité et d'accueil de l'enfant à l'occasion de la naissance de votre enfant ou de l'enfant de la personne qui partage votre vie dans le cadre du mariage, d'un pacte civil de solidarité ou d'un concubinage.

Durée du congé et prise du congé (en une ou plusieurs fois) : Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant est d'une durée maximale de :

- 25 jours (samedi, dimanche et jour férié compris) pour la naissance d'un enfant ;
- 32 jours pour une naissance multiple.

Le congé de paternité et d'accueil de l'enfant doit débuter le jour de la naissance de l'enfant.

Vous pouvez prendre votre congé de paternité et d'accueil de l'enfant en une seule fois ou en plusieurs fois. Sa durée peut être décomposée en plusieurs périodes :

une première période obligatoire de 7 jours, qui doit débuter le jour de la naissance de l'enfant ;

une seconde période de 18 jours en cas de naissance simple ou de 25 jours en cas de naissances multiples. Cette seconde période de congé n'est pas obligatoire et peut être fractionnée en 3 parties dont la plus courte est au moins égale à 5 jours. Elle doit débuter dans un délai de 6 mois à compter de la naissance de l'enfant.

Création en 2026 d'un congé supplémentaire de naissance

Le PLFSS (projet de loi de financement de la Sécurité sociale) pour l'année 2026 a été adopté :

Congé supplémentaire et IJ pour parents :

- Congé supplémentaire de 1 ou 2 mois après épuisement du congé maternité, paternité, adoption ou accueil de l'enfant.
- Travailleurs indépendants également concernés :
 - Mère, père, conjoint/Pacs/concubin, parents adoptifs ou accueillants.
 - IJ versées si activité suspendue ou non reprise après le congé.
 - Le congé supplémentaire de naissance sera mis en œuvre à compter du 1er juillet 2026, mais tout parent d'enfant né à compter du 1er janvier 2026 ou né prématurément mais dont la naissance était prévue à compter de cette date, pourra y recourir dès le 1er juillet sous réserve de respecter les conditions d'ouverture de droit. C'est aussi le cas des parents adoptants d'enfants arrivés au foyer entre le 1er janvier et le 30 juin.
- La mesure va entrer en vigueur au 1^{er} juillet 2026 - Décret à venir pour fixer le montant de l'IJ forfaitaire et la période d'arrêt d'activité.

Autres droits : chèque énergie

La campagne de chèque énergie 2026 va débuter au 1er avril 2026. Les bénéficiaires identifiés en automatique recevront leur chèque énergie à compter de début avril.

L'envoi d'une campagne de communication (mail, SMS, courrier postal) informant les bénéficiaires potentiels qui n'auront pas été rapprochés automatiquement, va commencer à compter du 1er avril.

Les usagers résidant en structure d'accueil et ne disposant pas de contrat d'électricité à leur nom peuvent obtenir l'aide chèque énergie via le dispositif « aide spécifique ». Il convient de se rapprocher de la structure d'accueil ou gestionnaire de l'établissement.

<https://chequeenergie.gouv.fr/>

Autres droits : Aides à la mobilité

Certaines aides facilitent **l'accès à l'emploi ou à la formation** grâce à la mobilité.

Elles peuvent concerner :

- le **financement du permis de conduire** => si vous êtes engagé dans un parcours professionnel ou demandeur d'emploi, se rapprocher de France Travail, Mission Locale, Référent social ou professionnel, CCAS, Région, Département, Banque, ADIE, etc.
- des **aides aux transports** => **tickets mobilités** pour les salariés et apprentis, dépendants de la voiture pour **se rendre sur leur lieu de travail**
=> **carte « TRAIN Mobigo solidaire »** qui permet d'obtenir jusqu'à **75 % de réduction** sur les billets TER du réseau régional , parmi les bénéficiaires, ceux qui ont la Complémentaire Santé Solidaire (CSS)
- l'accès à des solutions de mobilité pour se rendre au travail ou en formation

<https://www.solidaritepermisfranche-comte.org/inscription/aides-au-financement/>

<https://mes-aides.francetravail.fr/mobilite/financer-vos-permis/bourgogne-franche-comte> <https://www.bourgognefranchecomte.fr/dispositif-ticket-mobilit%C3%A9>

<https://www.ter.sncf.com/bourgogne-franche-comte/tarifs-cartes/cartes-reduction/carte-solidaire>

le Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)

Le **Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ)** est un dispositif destiné aux **jeunes de 18 à 25 ans en difficulté d'insertion sociale ou professionnelle**.

Il permet de financer :

- des **besoins urgents du quotidien**
- des **dépenses liées à l'insertion** (transport, logement, formation)
- un soutien ponctuel pour **éviter une situation de rupture**

L'aide est :

- **ponctuelle**
- **adaptée à la situation individuelle**
- accordée après étude du dossier par les services sociaux du Département.

Aides ponctuelles en cas de difficulté

Aide à la surcotation pour les artistes auteurs

Surcotation ?

Paieement volontaire de cotisations au-delà du minimum

- Permet de valider des trimestres et améliorer la retraite
- Utile en cas de revenus faibles ou irréguliers

Commission d'action sociale

- Peut accorder une aide financière exceptionnelle
- Prise en charge totale ou partielle des cotisations (dont surcotation)
- Destinée aux artistes en difficulté économique

À partir du 1er juin 2026 :

- l'Urssaf devient aussi l'interlocuteur pour certaines aides sociales :
 - aide à la surcotation
 - aide pour racheter des trimestres de retraite

Avant le 1er juin :

- c'est toujours la Sécurité sociale des artistes-auteurs qui gère ces demandes

Aide CPSTI spécifique aux travailleurs indépendants

Objectif : Soutenir les indépendants en difficulté (économique, santé, catastrophe...) et maintenir leur activité

Le CPSTI (Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants) a comme interface administrative l'URSSAF

1. Aide aux cotisants en difficulté (ACED)

Prise en charge partielle ou totale des cotisations sociales

Maintien des droits sociaux (retraite, maladie)

2. Aide financière exceptionnelle (AFE)

Pour événements graves et imprévus (accident, sinistre, catastrophe)

Versement après examen du dossier

3. Accompagnement au maintien dans l'activité (AMA)

Soutien en cas de problème de santé

Facilite la poursuite de l'activité professionnelle

Aide ATI (Allocation de Travailleurs Indépendants)

Quoi ?	Allocation chômage spécifique pour travailleurs indépendants en cas de cessation d'activité involontaire.	
Conditions principales	<ul style="list-style-type: none">• Minimum 2 ans d'activité• Perte involontaire (liquidation judiciaire ou économiquement plus viable : baisse de 30% des revenus)• Cotisations à jour• Inscription au chômage	Conditions principales (liées aux revenus) : <ul style="list-style-type: none">• Minimum 2 ans d'activité en continu.• Revenus annuels moyens $\geq 10\,000$ € sur 2 ans.• Cessation d'activité involontaire (ex. liquidation judiciaire).• Cotisations sociales à jour.• Inscription à Pôle emploi.
Montant & durée	<ul style="list-style-type: none">• Environ 800 € par mois• Versée jusqu'à 6 mois	
Limites	<ul style="list-style-type: none">• Conditions strictes, non automatique• Ne remplace pas l'assurance chômage classique	

Aides d'urgence & accompagnement social

Accompagnement par :

- travailleurs sociaux (CCAS, CAF, services départementaux)
- associations et structures professionnelles

Soutien pour : difficultés financières, santé, logement, accès aux droits

Protection sociale de l'entrepreneur pour un public qui n'a pas de droits ouverts sous le régime AA

Santé, maladie, maternité, retraite, chômage, accident du travail, prestations sociales

Affiliation au régime général

Accès aux soins identique aux salariés

Protection dépend :

- Du statut
- Du niveau de cotisations

Objectif : **comprendre les bases de sa couverture santé.**

Cotisations minimums pour avoir une protection sociale de base

Même si tu n'as pas ou peu de revenus, pour valider des droits (maladie, retraite, invalidité) il existe des cotisations minimales obligatoires que tu dois payer :

Protection	Cotisation minimale indicatrice 2025 (montants annuels)
------------	---

Maladie / indemnités journalières (IJ)	≈ 94 € / an
--	-------------

Invalidité décès	≈ 70 € / an
------------------	-------------

Retraite de base	≈ 949 € / an
------------------	--------------

Formation professionnelle	≈ 118 € à 160 € / an (selon statut)
---------------------------	-------------------------------------

Total minimal annuel indicatif ≈ 1 230 € à 1 280 € pour obtenir une couverture minimale maladie + retraite + invalidité + formation, même avec faible revenu.

Aides à la création : focus sur l'ACRE (conditions 2026)

	Catégorie	Condition au moment de la création
<p>Exonération partielle de cotisations sociales pendant 12 mois</p> <p>Réservée à certains profils (demandeurs d'emploi, RSA, jeunes...)</p> <p>Non automatique : demande obligatoire</p> <p>Exonération plafonnée et dégressive selon les revenus</p> <p>Une seule ACRE tous les 3 ans</p> <p>Objectif : réduire les charges au démarrage et améliorer la trésorerie.</p>	Chômage indemnisé	Demandeur d'emploi indemnisé
	Chômage non indemnisé	Inscrit à France Travail ≥ 6 mois sur les 18 derniers mois
	Minima sociaux	Bénéficiaire du RSA ou de l' ASS
	Jeunes (1)	18 à 25 ans révolus
	Jeunes (2)	Moins de 30 ans , non indemnisé (droits chômage insuffisants)
	Handicap	Moins de 30 ans reconnu handicapé
	Reprise entreprise en difficulté	Salarié ou licencié d'une entreprise en sauvegarde / RJ / LJ
	CAPE	Contrat CAPE , si condition d'éligibilité remplie à la date du contrat
	QPV	Entreprise implantée en quartier prioritaire (QPV)
	PreParE	Bénéficiaire de la Prestation partagée d'éducation de l'enfant
	ZFRR / ZFRR+	Activité exercée en zone France ruralités revitalisation



MERCI DE VOTRE ATTENTION



Retrouvez tous nos ateliers sur ***sasti.fr***

29B rue de l'Arquebuse
21000 DIJON
Tél. : 03 73 73 51 21
Mail : contact@sasti-bfc.fr
www.sasti.fr